



Ensemble vers un Hainaut en transition

Une organisation de HAINAUT DEVELOPPEMENT
avec la collaboration de l'ASPO Belgique, l'ASBL OBJECTIF 2050
et la société FACTOR-X

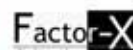
Résumés des orateurs

Une organisation de



Ensemble vers un HAINAUT EN TRANSITION
14 septembre 2010 à l'Université de Mons

Avec la collaboration de





Bilan carbone de l'événement

Frédéric CHOME
Directeur de la société FACTOR-X

Bilan Carbone de la Conférence « Hainaut en Transition : vers un avenir qui nous appartient »

Factor-X présentera les résultats du Bilan Carbone® de la conférence et mettra ces derniers en perspectives avec les gestes que chacun d'entre nous peut réaliser au quotidien à la maison ou dans sa vie professionnelle.

Le Bilan Carbone® est un outil et une méthodologie de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie – France) pour estimer les émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par une activité sur un périmètre le plus étendu possible en vue d'évaluer en ordre de grandeur les sources principales d'émissions de GES et de les réduire. Il s'agit donc d'un outil d'aide à la décision primordial pour disposer au moyen d'un indicateur synthétique (la tonne de CO₂-équivalent ou TCO_{2e}) de pistes pour réduire son impact sur les émissions de gaz à effet de serre générées par nos usages énergétiques directs et indirects ainsi que les usages non énergétiques (alimentation, achats de mobilier, chimie, matériaux de construction, consommation de froid, etc.).

Cette présentation sera l'occasion de vous présenter comment les organisateurs ont optimisé les émissions de l'événement en agissant très en amont de celui-ci et surtout vous permettra de rapidement vous faire une idée sur l'opportunité ou non d'appliquer cette méthode à votre activité professionnelle ou à votre ménage¹.

Au cours de la présentation, nous passerons rapidement en revue les 5 actions principales que chacun d'entre nous pourrait faire pour réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre, dans nos rôles respectifs (entreprises, pouvoirs publics, ménages).

Pour terminer, nous conclurons sur l'importance d'associer aux émissions de gaz à effet de serre un « juste prix » que nous vous présenterons brièvement.

Contact

Frédéric Chomé
Directeur de Factor-X sprl
+32 474 701 832
Frederic.chome@theccgroup.eu

¹ Voir l'initiative EXIT CO₂ menée par Factor-X et IEW qui vise à coacher 66 ménages sur 6 mois pour réduire leur empreinte carbone globale. Inscriptions sur : <http://www.iewonline.be/spip.php?article3636>



Sommes-nous prêts à faire face au déclin de la production pétrolière mondiale?

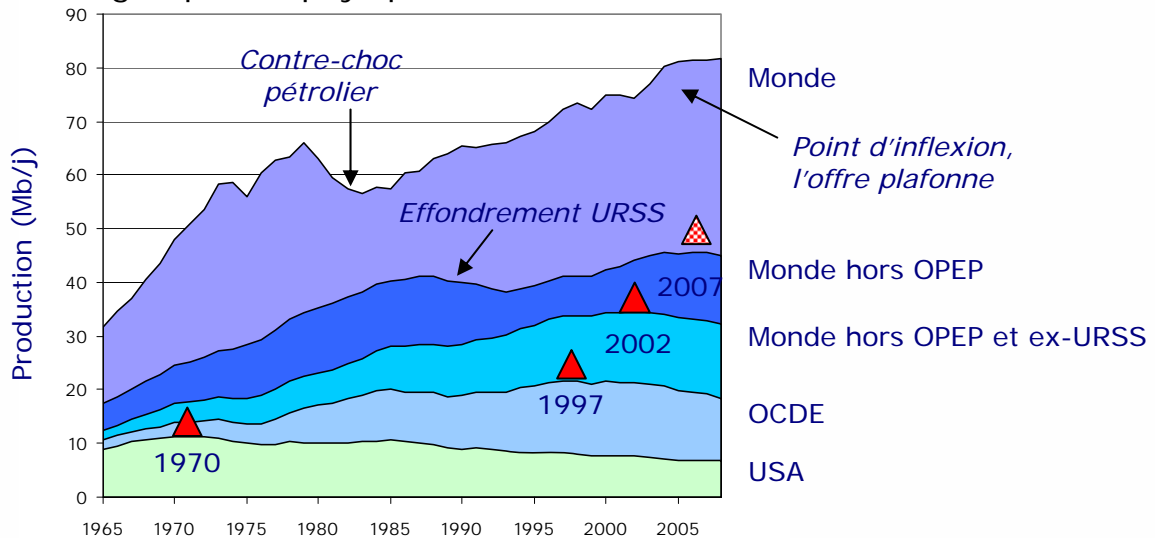
Patrick BROCORENS,

Docteur en chimie et Chercheur à l'Université de Mons, Président de The Association for the Study of Peak Oil and Gas (ASPO Belgique)

Connu depuis l'antiquité, le pétrole ne fut exploité industriellement qu'à partir de 1850 environ. Au même moment fut inventé le *Moteur à Combustion Interne*. La première automobile s'élança sur la route en 1882, le premier tracteur creusa son sillon en 1907. L'abondance, la facilité d'utilisation et le faible prix du pétrole transformèrent le monde d'une façon inimaginable, en soutenant une expansion rapide de l'industrie, des transports, du commerce, de l'agriculture, qui permirent une multiplication par six de la population mondiale.

Cependant, le pétrole est non renouvelable; les réserves s'épuisent, nécessitant des découvertes constantes de nouveaux gisements. Mais lorsque le déclin des vieux gisements l'emporte sur le développement des nouveaux gisements, le *débit* de production se met à diminuer. Au niveau mondial, de nombreux pays sont dans ce cas – ils ont franchi leur pic de production. Les efforts pour atteindre les derniers gisements accessibles sont en effet de plus en plus lourds, comme le rappelle le drame du Golfe du Mexique. On est donc vraisemblablement en passe d'atteindre le pic de production mondial.

Evolution de la production pétrolière mondiale depuis 1965 répartie selon différents groupes de pays producteurs.



Note : groupes de pays ayant franchi leur pic pétrolier avec certitude (▲, pic atteint il y a plus de 5 ans) ou avec de fortes présomptions (▲/, pic de moins de 5 ans), et les dates des pics de production.



Vu l'importance du pétrole dans nos vies, le principe de précaution voudrait qu'on étudie sérieusement ce phénomène de pic pétrolier, y compris les conséquences et solutions. Or les préparatifs sont encore rares, vraisemblablement parce qu'on reste focalisé sur la notion "qu'il reste 40 ans de pétrole". On se trompe de cible, car ce qui importe véritablement, ce n'est pas le montant des réserves mais le *débit*, c.-à-d. le flux ininterrompu de pétrole qui chaque jour doit obligatoirement trouver son chemin vers l'économie pour la faire fonctionner. Or, le *débit* diminue avant que les réserves ne soient vides. C'est là toute la problématique du pic du pétrole.

Contact

Patrick Brocorens

Service de chimie des matériaux nouveaux

UMONS, 20 place du parc, 7000 Mons

Tel : 065/37.38.67 ; e-mail : patrick.brocorens@umons.ac.be

Une organisation de



Ensemble vers un HAINAUT EN TRANSITION
14 septembre 2010 à l'Université de Mons

Avec la collaboration de



Avec le soutien financier de l'U.E. du SPW Affaires étrangères, Europe Direct et HAINAUT DEVELOPPEMENT - Province de Hainaut



Après le pétrole, quelles sources d'énergie?

Louis POSSOZ,

Ingénieur civil, chercheur et membre de l'Observatoire sur le Relais
Médiatique des Enjeux Energétiques (ORMEE)

Notre exposé tente d'apporter une contribution neutre et objective aux problèmes énergétiques mondiaux. Il est motivé par deux constats simples que nous illustrons. Premièrement, les émissions anthropiques de gaz à effet de serre ont atteint des seuils alarmants avec un impact certain sur le climat. Deuxièmement, les ressources fossiles s'épuisent; principalement le pétrole et le gaz.

Afin de répondre aux défis qui découlent de ces constats intimement liés, il est essentiel de pouvoir appréhender la situation énergétique de la planète de manière rigoureuse et ouverte. Pour atteindre cet objectif d'information, nous dressons un état de la situation énergétique mondiale en nous attachant sur les profils particuliers des Européens, des Africains, des Chinois et des États-Unis. Nous choisissons comme unité de mesure le nombre de kilogrammes équivalent pétrole (kep) consommés par jour et par personne. Ce choix permet à chacun de se situer par rapport aux autres dans ce contexte. Les Européens consomment plus de 10 kep/j/p tandis que les Africains sont en dessous de 2 kep/j/p. Ces chiffres distribués par type de ressource sont placés dans leur contexte pour éviter une interprétation hâtive et erronée. Cette étude de la consommation mondiale se clôture par une description de la consommation par usage afin de bien identifier qui consomme et pour quelle activité.

Après avoir dressé ce tableau, nous essayons d'imaginer l'avenir sans combustible fossile, en tirant le profit maximum de toutes les énergies renouvelables. La situation européenne est prise comme exemple. Le potentiel hydraulique, la biomasse, l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la géothermie sont abordés. Les valeurs obtenues sont combinées ou non avec une utilisation rationnelle de l'énergie nucléaire, et ce, dans un monde à croissance constante ou nulle.

Les conclusions de cet exercice et donc de l'exposé sont simples. Nous n'avons que peu d'options à long terme. Nous devons jongler avec la sobriété énergétique, une utilisation de l'énergie nucléaire et des énergies renouvelables et une limitation de la croissance matérielle. Ces conclusions ouvrent le débat sur les choix individuels et collectifs de nos sociétés.

Une organisation de



Ensemble vers un HAINAUT EN TRANSITION
14 septembre 2010 à l'Université de Mons

Avec la collaboration de



Avec le soutien financier de l'U.E. du SPF Affaires étrangères, Europe Direct et HAINAUT DEVELOPPEMENT - Province de Hainaut



Défis énergétiques et climatiques, quel développement territorial?

Yves HANIN,

Professeur à la Faculté d'Architecture, d'Ingénierie architecturale, d'Urbanisme de l'Université catholique de Louvain, Directeur de l'Unité d'Urbanisme et du Centre d'études en aménagement du territoire (CREAT)

Pour aborder cette question, l'exposé fait référence à une étude menée par le CREAT dans le cadre de la CPDT sur l'avenir de la Haute Meuse wallonne (Christophe Derzelle, Anne Sinzot, Sandrine Xanthoulis et Yves Hanin).

La vallée est concernée par l'ensemble des problématiques du développement durable. Adapter l'urbanisation et la mobilité, améliorer la qualité de l'eau et la biodiversité,... sont autant d'enjeux qui affectent le territoire. L'étude visait à déterminer les scénarios d'avenir pour le développement territorial de la Haute Meuse (75.000 habitants) en prenant en compte les exigences du développement durable dont les défis énergétiques et les effets des changements climatiques.

Sur la base d'une évaluation du contexte territorial et d'un inventaire des projets soutenus par les principaux acteurs, l'étude fait état du potentiel de développement durable en valorisant le patrimoine naturel et bâti, l'intermodalité, afin de favoriser le report de mode pour les personnes et les marchandises, le développement économique, tout en intégrant les exigences d'une meilleure prise en compte des risques naturels (inondations) et du potentiel hydroélectrique.

L'étude se conclut sur la question de l'intégration des scénarios économiques, patrimoniaux, résidentiels ou touristiques. Les mesures de restructuration concernent la révision des plans de secteurs, la valorisation des quartiers de gare, l'inventaire des immeubles à requalifier...

Cette étude démontre que l'échelle supracommunale se révèle être la plus appropriée pour traiter des enjeux de la transition. Elle démontre aussi la nécessité d'établir un projet de territoire à ce niveau faute de quoi les politiques resteront prisonnières dans leur logique sectorielle.

L'étude est présentée dans un article publié dans Territoire(s) wallon(s) n°1 en 2007.

[http://www.cpd.be/telechargement/publications/territoire\(s\)wallon\(s\)/6.Recomposition_des_territoires_de_vall%C3%A9es.pdf](http://www.cpd.be/telechargement/publications/territoire(s)wallon(s)/6.Recomposition_des_territoires_de_vall%C3%A9es.pdf)

Une organisation de



Ensemble vers un HAINAUT EN TRANSITION
14 septembre 2010 à l'Université de Mons

Avec la collaboration de



Avec le soutien financier de l'U.E. du SPF Affaires étrangères, Europe Direct et HAINAUT DEVELOPPEMENT - Province de Hainaut



Vers le renouveau du logement social: un besoin impératif

André DE HERDE,

Président du Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement

Le nombre de logements dont la Société wallonne du logement et ses sociétés agréées sont propriétaires s'élève à un peu plus de 100.000 logements ; l'âge moyen de ce parc est de 35 ans. Aujourd'hui la rénovation de ce parc ne peut pas être qu'énergétique : le renouveau des logements sociaux doit s'inscrire dans une politique plus globale de revalorisation du quartier à travers une réflexion sur l'espace public, l'image, la mixité des populations et des fonctions,...

Ce renouveau passe par la continuité spatiale entre l'habitat social et le tissu urbain environnant, l'utilisation parcimonieuse du sol, la mixité sociale, la qualité et l'attractivité du quartier, l'accessibilité pour tous aux services, la réflexion climatique de l'urbain et du bâti, le respect des exigences des confort, la minimisation des besoins de chaleur et de froid, la régulation optimale des systèmes complémentaires, l'économie d'eau potable, le choix des matériaux,...etc.

Une organisation de



Ensemble vers un HAINAUT EN TRANSITION
14 septembre 2010 à l'Université de Mons

Avec la collaboration de



Avec le soutien financier de l'U.E. du SPF Affaires étrangères, Europe Direct et HAINAUT DEVELOPPEMENT - Province de Hainaut



Situation et perspectives de l'agriculture biologique en Hainaut

Marc FICHERS,
Secrétaire général de Nature & Progrès Belgique

1. Etat de l'agriculture en Belgique:

Nous présenterons quelques données générales sur l'augmentation de la superficie moyenne corrélée à la diminution du nombre d'exploitations en Belgique ainsi que sur la contraction du volume de main-d'œuvre agricole.

2. Progression du bio en Wallonie (production, distribution et consommation):

Nous présenterons dans cette deuxième partie des chiffres récents de superficie agricole utile (SAU) en bio en Flandre et en Wallonie, ainsi que l'évolution de ces chiffres sur les vingt dernières années. Un détail pour la Wallonie sera présenté (nombre d'exploitations et nombre d'hectares en bio). La progression du secteur est nettement visible sur les graphiques présentés. Des considérations seront données quant à la progression des circuits courts et à la consommation de produits bio.

Globalement, le pourcentage d'exploitations biologiques régional s'élève à 3,09%. Ce sont les zones du Luxembourg et de Liège qui recensent le plus grand nombre d'exploitations biologiques. La province du Luxembourg répertorie 39% des exploitations biologiques wallonnes, la province de Liège en répertorie 29%. Plus de la moitié des exploitations biologiques wallonnes (68%) sont concentrées dans ces deux provinces. Les 32% restants sont répartis entre les provinces de Namur, du Hainaut et du Brabant wallon. Les exploitations biologiques se développent d'avantage dans les régions dans lesquelles les marges brutes standards sont relativement faibles => nous pouvons penser que les agriculteurs ont tendance à passer au mode de production biologique en suivant une stratégie de survie. Au contraire, dans les régions associées à de hautes marges brutes standard, il ne semble pas y avoir d'incitant pour les agriculteurs de passer au mode de production biologique. Ce comportement laisse imaginer que passer au mode de production biologique entraîne des potentialités de profits plus élevés et dès lors, est encouragé par des incitants financiers.

3. Progression du bio en province du Hainaut:

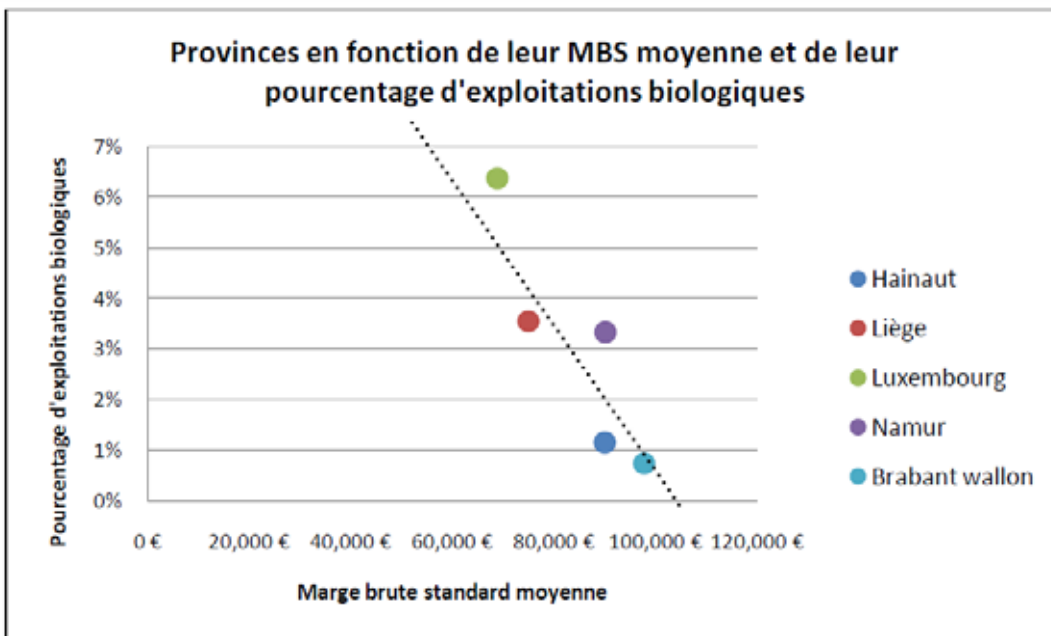
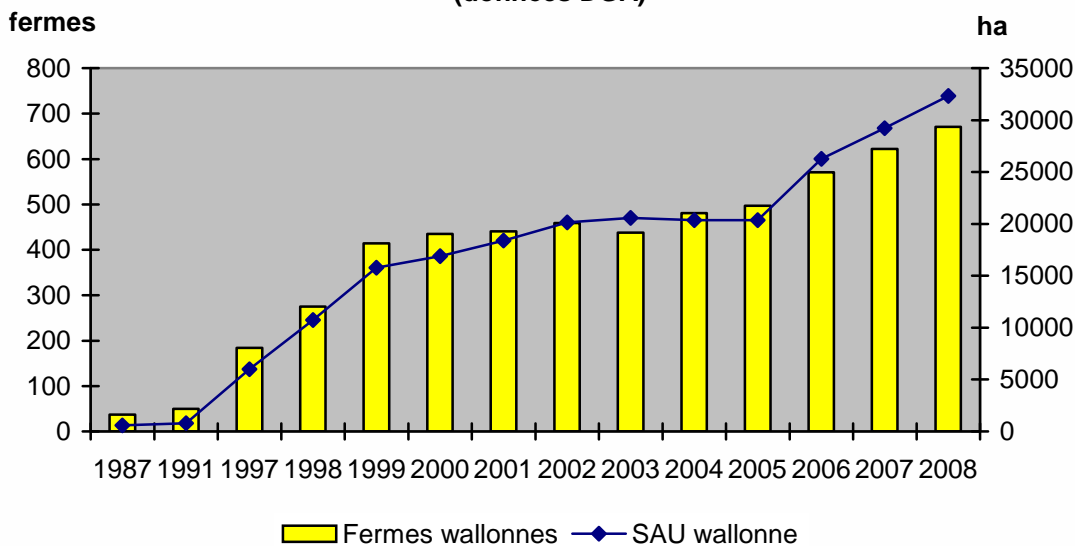
Bien que le Hainaut ne compte que 91 exploitations en bio (2010), soit un peu plus de 1% des fermes de la province, on note une forte progression des conversions à ce mode de production. La diversité des produits et l'intérêt pour certains types de circuits courts caractérisent le secteur bio hennuyer (vente sur marchés). La diversité des productions présage d'un grand potentiel de développement d'une agriculture de proximité avec échanges entre les fermes tant de matières premières (aliments pour bétail, engrais de ferme) que de produits transformés à la ferme.

4. Stratégie de développement du bio en Wallonie:

Nous présenterons les différents organismes en charge de l'encadrement de la filière bio en Wallonie (formation, recherche, encadrement de la production, promotion, distribution et financement).



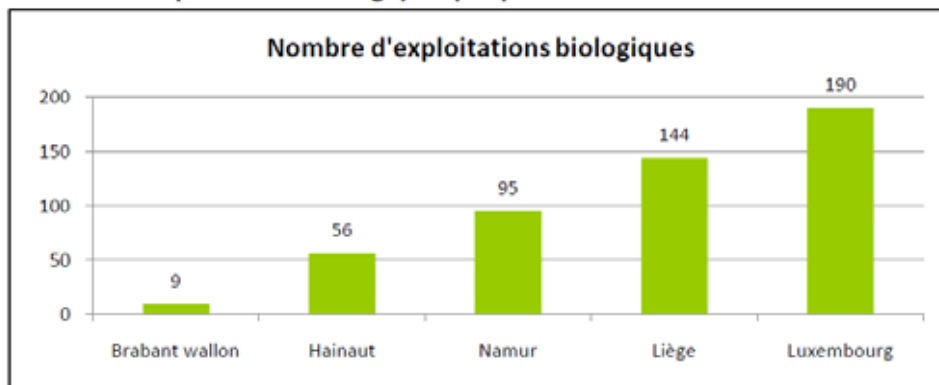
Figure 1 : Evolution du nombre de fermes et de la SAU bio wallonnes (données DGA)



Source : données du recensement agricole de mai 2007 de la DGSIE

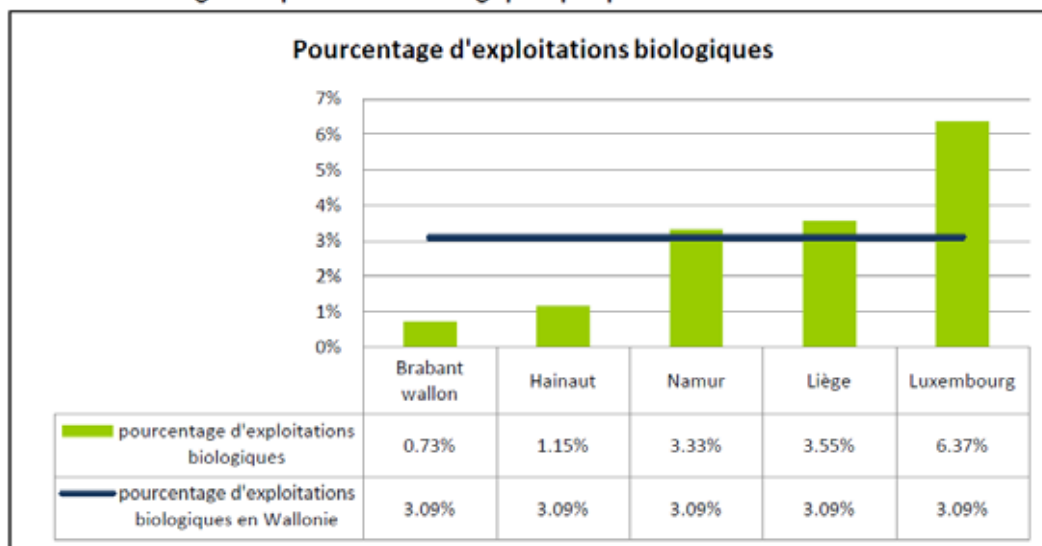


Annexe 1 : Nombre d'exploitations biologiques par provinces



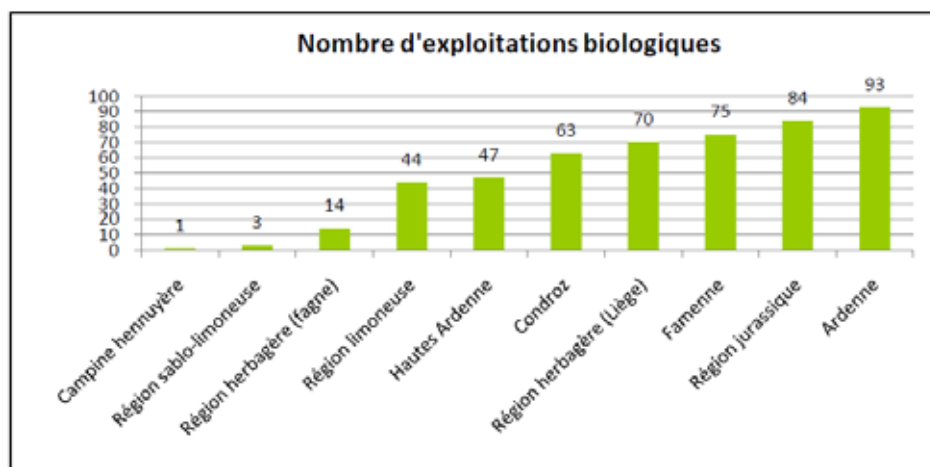
Source : données du recensement agricole de mai 2007 de la DGSIE

Annexe 3 : Pourcentage d'exploitations biologiques par provinces



Source : données du recensement agricole de mai 2007 de la DGSIE

Annexe 4 : Nombre d'exploitations biologiques par régions agricoles



Source : données du recensement agricole de mai 2007 de la DGSIE

Une organisation de



Ensemble vers un HAINAUT EN TRANSITION
14 septembre 2010 à l'Université de Mons

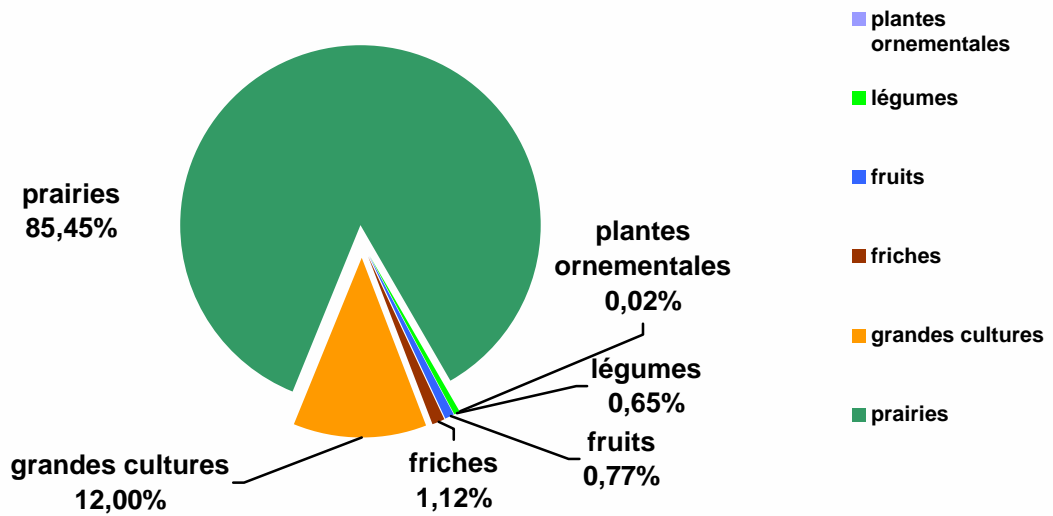
Avec la collaboration de



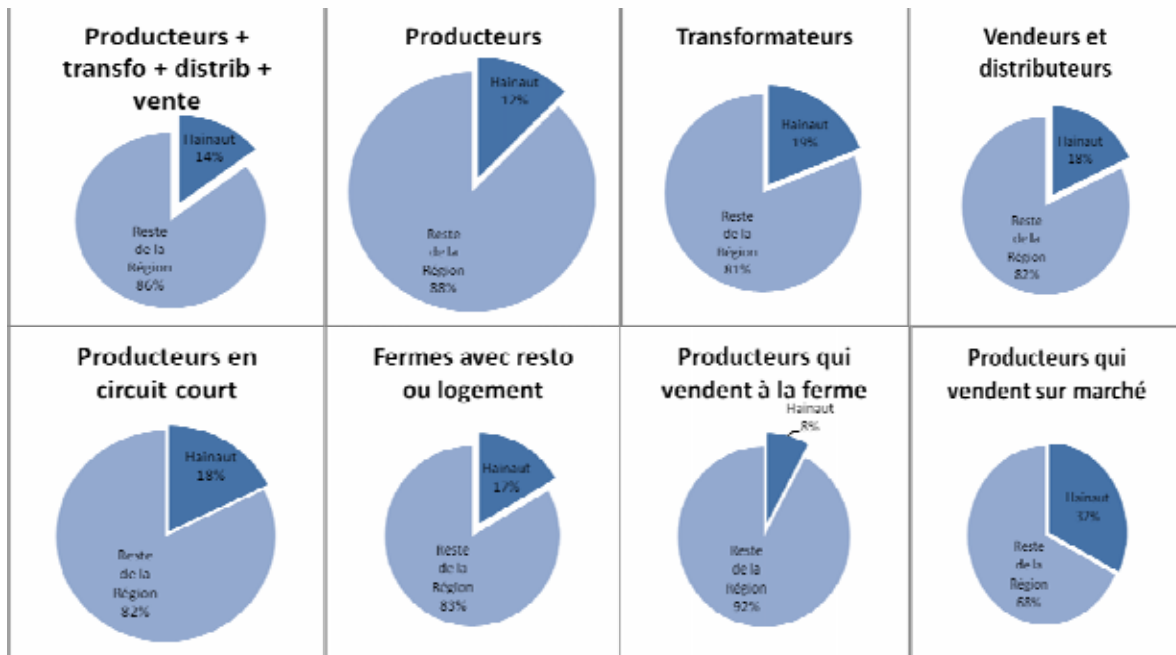
Avec le soutien financier de l'U.E. du SPP Affaires étrangères, Europe Direct et HAINAUT DEVELOPPEMENT - Province de Hainaut



Figure 2 : Affectation SAU wallonne 2008



Source: UNAB 2010



Source : données BioForum 2010



Piloter la transition vers une économie sobre en carbone: sur l'importance du déverrouillage des trajectoires technologiques et des modes de consommation

Kévin MARECHAL,

Docteur en Sciences économiques et de gestion et Chercheur au Centre
d'Etudes économiques et sociales de l'Environnement (CEESE) de
l'Université libre de Bruxelles

La science économique est devenue une discipline incontournable dans le domaine de l'analyse politique, en ce compris celle relative aux questions d'environnement. D'une science d'aide à la décision, elle se transforme régulièrement en unique science de la décision. Cela est principalement dû à la capacité qu'a la science économique de fournir un cadre conceptuel et théorique permettant d'évaluer les impacts d'une politique à l'aide d'une valeur métrique, fortement appréciée des décideurs.

Dans le même temps, la grille de lecture de la théorie économique dominante est soumise à de vives critiques provenant non seulement de la société civile mais également du monde académique. De surcroît, les spécificités qui caractérisent les problématiques environnementales (long terme, irréversibilité potentielle, non-linéarité, etc.), comme celle des changements climatiques, bouleversent quelque peu les préceptes traditionnellement utilisés dans les analyses économiques.

Dans ce contexte, il est intéressant de voir dans quelle mesure l'apport d'un nouvel angle d'analyse permet de redonner une certaine importance à des politiques publiques innovantes. Par exemple, la notion d'historicité (ou de causalité cumulative), qui fait état d'un certain degré de dépendance des choix, jointe à une vision systémique des technologies (c'est-à-dire qui ne considère pas, par exemple, la seule voiture, mais tout le système qui l'entoure, incluant les infrastructures, les stations essence, etc.), revêt une importance cruciale dans le domaine de l'évolution des technologies. En effet, des études historiques très détaillées ont mis en lumière le concept de "verrouillage technologique", qui fait référence au fait que les systèmes technologiques suivent une trajectoire spécifique qu'il est coûteux et difficile de changer. Cette trajectoire technologique est tout autant déterminée par des notions de timing, de stratégies et de circonstances historiques que par celle, chère aux économistes traditionnels, d'optimisation.

Selon cette logique, certains auteurs montrent que nous sommes aujourd'hui enfermés dans un système socio-technique carbone, car nos habitudes, nos institutions et nos réseaux technologiques sont adaptés à, et basés sur, l'utilisation des combustibles fossiles. Il découle de cette perspective, qu'il convient de réfléchir à des mesures spécifiques qui soient susceptibles de déverrouiller cette trajectoire socio-économique. Cela requiert donc de dépasser l'utilisation systématique des seuls incitants qu'ils soient financiers ou informationnels étant donné que ceux-ci ne sont pas de nature à surmonter ce problème de verrouillage et des habitudes de consommation énergivores qui y sont liées.

Une organisation de



Ensemble vers un HAINAUT EN TRANSITION
14 septembre 2010 à l'Université de Mons

Avec la collaboration de



Avec le soutien financier de l'U.S. du SPF Affaires étrangères, Europe Direct et HAINAUT DEVELOPPEMENT - Province de Hainaut



Pour une mobilité durable en Hainaut

Henry MAILLARD,
Conseiller général, Service public fédéral Mobilité et Transports

La mobilité participe tant au bien-être des individus qu'à l'essor de la société dans toutes ses composantes. Il en va aussi ainsi du Hainaut. La présente démarche est une proposition adressée à toute personne concernée par le développement de la Province et s'articule de 3 axes ou étapes

1. connaître

Tel un arrêt sur l'image, il y a lieu de photographier la mobilité en Hainaut dont le territoire est particulièrement diversifié, de Comines à Momignies. Flux et réseaux, statistiques et cartes vont, selon les disponibilités des données, essayer d'en dresser le portrait tant en transport de personnes que de biens.

2. conjuguer

Des priorités sont à dégager qui devraient favoriser les coopérations tant la mobilité relève d'éléments interdépendants.

La multimodalité doit devenir un réflexe de même que la subsidiarité des institutions (e.a. intercommunales) et la garantie d'interface entre modes associés dans des chaînes de services.

3. choisir

Une politique, c'est-à-dire un agir collectif, est à définir en conséquence radicalement différent des pratiques d'hier et aujourd'hui. La promotion de nouveaux comportements amène à une autre organisation de l'espace public, des infrastructures, un déploiement de l'aménagement du territoire combinant au mieux tous les modes et toutes les formes de déplacements.

L'enjeu est de renforcer la capacité de partenariat du Hainaut et son attractivité par son accessibilité.

Une organisation de



Ensemble vers un HAINAUT EN TRANSITION
14 septembre 2010 à l'Université de Mons

Avec la collaboration de



Avec le soutien financier de l'U.E. du SPT Affaires étrangères, Europe Direct et HAINAUT DEVELOPPEMENT - Province de Hainaut



Consommation

Marc VANDERCAMMEN,
Directeur du Centre de Recherche et d'Information des Organisations de
Consommateurs (CRIOC)

Que veulent les consommateurs? Quelles sont leurs préoccupations? Quelles sont leurs attentes? Sont-ils prêts à s'investir en matière d'avenir et de développement durable?

A travers de nombreuses études, le CRIOC analyse pour les pouvoirs publics les comportements de consommateurs. A ce titre, il réalise une enquête quantitative sur les préoccupations des Wallons pour l'environnement et le développement durable.

Celle-ci mesure le niveau d'implication personnelle et l'effort réalisé par les Wallons et les Hennuyers en matière d'environnement et de développement durable. Au delà des déclaratifs, des pratiques peuvent être modifiées. La présentation de ce jour abordera quelques stratégies qui peuvent être mises en place par les acteurs publics.

Premier constat: la dégradation de l'environnement ne constitue pas une préoccupation majeure actuellement. Elle vient bien après l'éclatement de la Belgique, le chômage, la pauvreté et l'insécurité.

Deuxième constat: La crise est passée par là et aujourd'hui, à peine deux wallons sur trois sont prêts à faire un effort en matière de protection de l'environnement et un sur trois reconnaît déjà le faire. Parmi ces derniers, deux sur trois déclarent acheter régulièrement des produits respectueux de l'environnement.

Troisième constat: Mais les Wallons ne sont pas tous semblables. Ils se comportent de manière différente. Ce n'est pas le lieu de résidence qui est déterminant dans leurs comportements mais bien le genre, l'âge, la composition familiale, le statut social et le type d'habitat (urbain ou rural).

Quatrième constat: quatre logiques de consommation durable peuvent être identifiées. Du consommateur le plus actif en matière de développement durable (29%) au plus opposé (19%), en passant par les suiveurs (35%) et les non concernés (17%).

Conclusion: Les stratégies de persuasion des pouvoirs publics peuvent être plus efficaces si elles s'adressent de manière spécifique à chaque segment de consommateurs identifiés.

Une organisation de



Ensemble vers un HAINAUT EN TRANSITION
14 septembre 2010 à l'Université de Mons

Avec la collaboration de



Avec le soutien financier de l'U.E. du SPF Affaires étrangères, Europe Direct et HAINAUT DEVELOPPEMENT - Province de Hainaut



Profil	Logique	Caractéristiques socio-démographiques	Stratégies de persuasion
Les engagés 29%	Pas facile de repérer les produits écologiques achetés dans les magasins. Ont apposé un autocollant anti-pub et on a développé des attitudes et des comportements favorables à la prévention des déchets et à la protection de l'environnement.	Hommes et les femmes âgés de 40 à 49 ans, vivant dans un ménage d'au minimum 2 personnes, appartenant aux groupes sociaux supérieurs, principalement ou moyens.	Les actions des autorités publiques doivent viser à reconnaître l'engagement de ce groupe, le valoriser et lui proposer de nouvelles voies d'action.
Les suiveurs 35%	Pas facile de repérer les produits écologiques achetés des les magasins. N'ont pas apposé un autocollant anti-pub. Utilisent le plus souvent les sacs recyclables. Peu de comportement d'éco-consommation.	Profil moyen	Rassurer la nécessaire participation de tous, proposer des actions concrètes, informer et donner des conseils concrets pour protéger l'environnement.
Les non concernés 17%	Peu d'achat de produits écologiques, confiance dans les labels, ils estiment qu'ils reçoivent trop de pub dans leurs boîte aux lettres. Pas suffisamment conscience des problèmes environnementaux.	Ce groupe est composé surtout d'hommes vivant dans une famille avec enfants et habitant en ville.	Communiquer sur les liens existant entre les comportements individuels et qualité de l'environnement et rassurer sur l'efficacité des actions individuelles.
Les récalcitrants 19%	Pas facile de repérer les produits écologiques qu'ils n'achètent pas. Utilisent des sacs jetables et apprécient les toutes boîtes. Désintéret pour l'éco-consommation.	Hommes et femmes âgés de 18 à 39 ans ou de plus de 50 ans, dans des familles dans enfants, vivant principalement dans les petites localités ou les communes rurales.	Participer aux actions de prévention en utilisant des arguments non basés sur la protection de l'environnement mais plutôt sur base d'arguments et de motivations individuels (santé et/ou gain financier)